

Combien coûte l'Idex ?

Lyon, le 4 octobre 2018

Ce communiqué s'inscrit dans la série d'informations au sujet de l'Université Cible mise en œuvre par des représentant·es des organisations syndicales et associatives, des personnels et étudiant·es des universités Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne, de l'ENS, de l'INSA et de l'École Centrale. D'autres communiqués portant sur les inconsistances et les conséquences de ce projet feront suite.

Les chefs d'établissements communiquent régulièrement sur les bénéfices financiers, pour notre site, à conserver le label IDEX et construire une nouvelle « Université Cible ». La manœuvre est classique, mais il convient de ne pas en être dupe.

En premier lieu, rappelons que notre site est déjà titulaire de l'IDEX depuis 2 ans ; ce qui nous donne un peu de recul sur ces fameux bénéfices. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : la dotation liée au label IDEX pour l'ensemble de nos universités et établissements est de 13,5 millions d'euros par an, sur un budget annuel total de plus d'un milliard d'euros. Mais cette dotation est à mettre en regard avec les frais de fonctionnement de la COMUE « Université de Lyon », en charge de sa gestion, qui sont de... 55 millions d'euros sur quatre ans ! Ainsi, **pas un centime du fameux IDEX n'arrive aux chercheurs et aux étudiants**. La fameuse « carotte » à la fusion des établissements est déjà bien fanée.

Nous avons d'ailleurs de fortes raisons de penser que la gestion de ces quelques millions d'euros donne lieu à gaspillages et intérêts personnels. Par exemple, la presse a déjà fait état du coût exorbitant des différents « cabinets de conseil » privés¹ dont s'entoure l'exécutif, avec bien peu de résultats ! Rappelons également la rémunération indécente des membres du « Scientific Advisory Board » de l'IDEX, qui peut s'élever à plusieurs dizaines de milliers d'euros pour une simple réunion, pour quelques pages de conclusions triviales dénuées de tout intérêt stratégique².

Ainsi, comme prévu, l'IDEX est avant tout un détournement interne du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche au profit de quelques lobbys au nom de « l'excellence ». Mais ce n'est que le début ! Car l'entreprise de fusion dans laquelle on nous engage maintenant aura un coût bien supérieur à tout cela.

1 « L'Université de Lyon, vache à lait des consultants », Médiacités, 12 septembre 2018. [En ligne.](#)

2 « Des nouvelles du SAB et de nos précieux consultants », Collectif Ideixt, 25 juin 2018. [En ligne.](#)

Déjà, plusieurs personnes ont été embauchées sur les fonds publics dans chaque établissement avec pour seule mission de conduire la fusion ; les restructurations des systèmes d'information, de facturation, de paye, les déplacements de personnels et autres coûts directs peuvent déjà être estimés à plusieurs millions d'euros si on regarde les autres fusions d'université menées en France. Mais à cela il faut rajouter les coûts indirects : prise en charge de souffrances au travail, mobilisations des personnels au détriment des missions habituelles, retards dans les projets, etc.

Tout cela rendra encore plus difficile la réalisation des missions de services publics de nos établissements.

Dans ces conditions, qui payera la facture ? En premier lieu les étudiants et les familles qui verront se réduire ces missions de service public ; en effet, rien de tout cela n'est mis au service de nos formations de terrain et de l'ascenseur social. L'unique objectif étant de nous rendre « compétitifs pour attirer les meilleurs étudiants du monde » (comprendons : les plus riches ?), les moyens restants seront mobilisés sur des formations ciblées. Il serait temps que les élus politiques (de l'État, de la Région, de la Métropole, etc.) exigent l'arrêt de ce gaspillage d'argent public.

Associations, collectifs et syndicats signataires :

D.T.U.L.



IDDE



SNASUB Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3 ; SNESUP Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, ENS, Lyon 3, ENS ; SNCS Lyon 1

FERC SUP 42, Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, ENS, INSA, ECL ; SNTRS-CGT Lyon CNRS

Lyon 1, Lyon 3, ENS, Sud Éducation 69, Sud Recherche EPST 69 et 42